

REVUE ÉCONOMIQUE

VOLUME 45

NUMÉRO 6

NOVEMBRE 1994

PIERRE KOPP

Consommation de drogue et efficacité des politiques publiques

DONALD A. WALKER

The Adjustment Processes
in Walras's Consumer Commodities Model
in the Mature Phase of his Thought

PATRICK ARTUS

Les crises de balance des paiements sont-elles inévitables ?

ROLAND RICART

Choix de portefeuille des ménages et actifs à faible risque :
une évaluation de la déréglementation des marchés financiers

AI-THU DANG

Fondements des politiques de la pauvreté :
notes sur « The Report on the Poor » de John Locke

SOPHIE LECOSTEY

Concurrence stratégique et incertitude :
la valeur stratégique de la flexibilité

FRANCOIS MORIN

Liaisons financières et coopération des acteurs-systèmes

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Pierre Kopp

supposée relativement homogène et constituant une donnée exogène. Cette occultation des modalités spécifiques à l'organisation du trafic de drogue constitue la lacune essentielle des modèles existants.

LES ANALYSES DE LA CONSOMMATION DE DROGUE AUX ÉTATS-UNIS

L'analyse de la consommation de drogue aux États-Unis a engendré quatre types de travaux assez distincts (voir annexe) :

- premièrement, les *analyses descriptives* généralement issues des enquêtes en « population générale¹ » ;
- deuxièmement, les *analyses discriminantes* qui testent des régressions explicatives de la demande de drogue des individus, en fonction de la probabilité cumulée d'appartenir à un groupe spécifique (âge, sexe, appartenance ethnique, antécédents scolaires, consommation antérieure d'autres drogues, etc.) ;
- troisièmement, les analyses consacrées à un groupe particulier de consommateurs : les petits revendeurs de rue également consommateurs (*street dealers*).
- quatrièmement, les tentatives de *modélisations du comportement*.

Les analyses descriptives

Le *National Households Survey on Drug Abuse* (NHSDA)² de 1988 souligne que l'usage de drogues aux États-Unis a régulièrement augmenté du début des années soixante-dix jusqu'en 1979. Depuis cette date, on note un déclin significatif. En 1988 (voir tableaux 1 et 2), 36,6 % des individus (72,5 millions) reconnaissent avoir utilisé des drogues illicites au cours de leur vie, 14,1 % (28 millions) dans l'année écoulée et 7,3 % (14,5 millions) dans le dernier mois. L'ambiguïté de tels résultats réside dans le fait que toutes les drogues sont confondues. La substitution du crack en remplacement, même partiel, de la marijuana, est-il un facteur positif ? L'étude propose donc également un traitement statistique, par type de drogue. La marijuana demeure la drogue la plus utilisée aux États-Unis : 33,1 % de la population (65,5 millions d'individus)³ ont utilisé au moins une fois la marijuana, 10,6 % (21 millions) au cours de la dernière année et 5,9 % (11,5 millions) dans le dernier mois. Plus les consommateurs de

1. La différence essentielle en matière de collecte statistique entre les États-Unis et la France provient de l'inexistence, dans ce dernier pays, d'enquêtes en *population générale*. Ces enquêtes sont les seules capables de révéler la demande globale pour un produit circulant dans la clandestinité. Basées sur des questionnaires anonymes destinés à de très larges échantillons de la population, ces enquêtes sont réputées fiables (voir *infra*). Dans la majorité des pays européens, comme en France, la consommation de drogue est reconstituée depuis les chiffres des saisies de stupéfiants, les interpellations policières, les urgences médicales recensées. La demande globale serait ainsi largement sous-estimée ; voir Michel Schiray [1992].

2. Le *National Household Survey on Drug Abuse* constitue la source statistique permettant la rédaction du NIDA.

3. Population âgée de plus de 12 ans, soit 198,3 millions de personnes.

Revue économique

drogues sont jeunes, plus leur sexe est sans incidence sur les résultats. En revanche, les hommes des groupes les plus âgés s'avèrent plus fréquemment consommateurs que les femmes. Les différences par groupes ethniques sont faibles. Parmi les plus jeunes, les Noirs et les Blancs semblent avoir plus souvent consommé de la marijuana que les Hispaniques. En revanche, dans le groupe des plus de 35 ans, les Noirs arrivent en tête.

Tableau 1. Évolution de la consommation de drogue aux États-Unis (1972-1988)

	1972	1979	1982	1985	1988
Cannabis	37,3	58,1	45,5	39,9	25,8
Cocaïne	-	11,6	9,6	11,1	6,5
Total	-	61,2	50,6	49,1	31,9

Source : NIDA en millions d'individus. Les chiffres concernant l'héroïne ne sont pas significatifs, inférieurs à 500 000 personnes.

Tableau 2. Population ayant consommé de la drogue aux États-Unis (1988)

	Au cours de sa vie	Durant l'année écoulée	Au cours du dernier mois
Toutes drogues	36,6 %, (72,5 millions)	14 %, (28 millions)	7,30 %, (14,5 millions)
Marijuana	33,10 %, (65,5 millions)	10,60 %, (21 millions)	5,9 %, (11,5 millions)
Cocaïne	10,70 %, (21,2 millions)	4 %, (8 millions)	1,5 %, (2,9 millions)
Crack	1,30 %, (2,5 millions)	0,50 %, (1 million)	0,25 %, (0,5 million)
Héroïne	1 %, (2 millions)	0,25 %, (0,5 millions)	(- de 0,5 million)

Source : NIDA 1990.

L'usage de la cocaïne et de son dérivé le crack-cocaïne rencontre une attention croissante des autorités due à leur poids dans les causes d'interventions médicales d'urgence et surtout à la criminalité qui leur sont associées. Parmi la population, 10,7 % des individus (21,2 millions) ont essayé la cocaïne, 4,1 % (8,1 millions) durant la dernière année, 1,5 % (2,9 millions) au cours du dernier mois. La cocaïne est plus répandue chez les hommes que chez les femmes, (deux fois plus d'hommes que de femmes ont essayé la cocaïne), les Hispaniques et les Blancs devançant les Noirs. Comme dans le cas de la marijuana, les Noirs ne dépassent les autres groupes que dans le cas de la population âgée de plus de 35 ans. Concernant le crack, on apprend que 1,3% de la population (2,5 millions d'individus) a essayé ce produit, 0,5 % (1 million) dans l'année, 0,25 % (125 000 personnes dans le mois), les usagers les plus nombreux étant les Noirs et les Hispaniques, vivant dans les grandes métropoles et âgés de 18 à 25 ans.

1 % de la population (2 millions d'individus) a essayé l'héroïne. Le nombre d'usagers permanents n'apparaît pas clairement, ce qui relativise l'intérêt du

résultat. Il semble que le nombre d'hommes soit supérieur à celui des femmes, et que les Noirs soient en tête devant les autres groupes.

Les analyses discriminantes

Le bilan annuel intitulé *Annual Survey of High School Seniors (HSS)* constitue une base de données commune à plusieurs études. Lloyd Johnston, Patrick O'Malley et Gerald Bachman [1988] décrivent la croissance de l'usage de la cocaïne entre 1968 et 1988 et soulignent l'existence d'un sommet en 1976¹. L'usage de la drogue semble ensuite régresser avec l'âge (35 ans), sans qu'il soit possible d'en élucider les causes. Gerald Bachman, Patrick O'Malley et Lloyd Johnston [1984] corrélaient l'usage de drogue, durant les trois ans suivant la sortie de *high school*, avec certaines caractéristiques de mode de vie. Richard Clayton [1985] établit l'existence d'une corrélation positive entre l'usage de la cocaïne et la consommation préalable de marijuana, le nombre de jours d'absence à l'école dans le mois, mais négative selon le niveau d'études. H. Abelson et J. D. Miller [1985] utilisent les sources du *National Institute of Drug Abuse (NIDA)* entre 1974 et 1982 afin de souligner l'effet important sur la probabilité de consommer de la drogue, du niveau d'études atteint et de l'appartenance à tel ou tel groupe ethnique (consommation mesurée sur douze mois et contrôlée au cours du mois précédant l'enquête).

Les plus grandes précautions doivent être prises dans la présentation de ces résultats comme de ceux qui suivent. Ces analyses économétriques ne permettent en rien de cerner des « facteurs de risque ». Il convient de souligner fortement que rien ne permet de suggérer une relation causale (aléatoire) entre les caractéristiques citées et le « déclenchement » d'une toxicomanie. Le sens commun n'a que trop tendance à croire à ce genre d'influence, que rien ne confirme, et qui alimente une certaine stigmatisation sociale de certaines catégories.

Robin Sickles et Paul Taubman [1991] testent un modèle empirique sur le *National Longitudinal Survey* constitué par des enquêtes statistiques (par classes d'âge) effectuées entre 1979 et 1988. Ces statistiques sont tirées du rapport du NIDA (méthode dite du *self-reported drug data*) et suggèrent quelques interrogations à certains auteurs. Selon Lloyd Johnston, Patrick O'Malley et Gerald Bachman, bien que les personnes interrogées ne disent pas la vérité quant à leur consommation, le recoupement des questions donne cependant des résultats plausibles. E. Wish [1987] confronte les résultats de la méthode des interviews avec ceux obtenus à l'occasion des tests d'urine obligatoires à l'entrée en prison. Ses conclusions valident les statistiques tout en attirant l'attention sur l'existence d'un biais minimisateur. B. S. Mensch et D.B. Kendel [1988] soulignent que le *NSL Report* sous-évalue la consommation réelle. R. Olsen, directeur du NLS, a lancé une évaluation qui corrobore ses propres résultats antérieurs en confrontant les résultats des interviews avec ceux obtenus en dépouillant un questionnaire écrit et anonyme.

Le modèle de Robin Sickles et Paul Taubman [1991] suppose que les individus maximisent une fonction d'utilité composée de plusieurs variables, décrivant les différentes consommations et les plaisirs. La somme des différentes

1. Le NSA de 1988 situait l'inflexion en 1979.

consommations peut affecter l'utilité totale par son impact sur la santé. Le niveau des variables s'établit sous la contrainte d'une droite budgétaire, en accord avec la fonction de production de santé. Cette dernière fixe le stock (ou le niveau) de santé en fonction des choix de consommation. La contrainte de maximisation de l'utilité suggère l'existence de plusieurs fonctions de demande pour chacune des composantes de la consommation, y compris la drogue. Le niveau de la demande de drogue dépend du niveau de salaire, des goûts, de la santé et des prix. La demande est supposée inélastique aux prix.

Ce travail empirique utilise le *National Longitudinal Survey (NSL)* et teste une régression explicative (sur 1984 et 1988) de la demande de drogue des individus en fonction de la probabilité cumulée d'appartenir à un groupe donné. Par ordre décroissant, on vérifie que l'usage décroît avec l'âge, le niveau scolaire, le niveau scolaire des parents, le revenu, l'appartenance à la religion catholique et la non-appartenance à une religion. En revanche, la probabilité croît avec le fait d'être Noir ou une femme. La probabilité pour les Noirs de passer d'un usage modéré de la drogue en 1984 aux drogues dures en 1988 est 400 % supérieure à celle du reste de la population. La probabilité relative de passer de l'absence d'usage de drogue à un usage de drogue dure est de 120 % supérieure pour les Noirs. Quelques aspects du modèle posent problème. Selon que la régression est calculée sur 1984 ou sur 1988, certains coefficients changent de sens sans explications. Si le fait d'être Noir a deux fois plus de poids en 1984 qu'en 1988, ce qui traduit peut-être une forme de « démocratisation » de la drogue, on reste dubitatif quant à l'interprétation à donner à l'inversion de sens de l'appartenance à la communauté hispanique (facteur positif très significatif en 1984, et faiblement négatif en 1988) ? S'agit-il de phénomènes qui gagneraient à être précisés ou du simple reflet de difficultés techniques liées à l'échantillon ?

Parallèlement aux travaux utilisant la méthode du *self reported*, certains auteurs comme George F. Brown et Lester Silverman [1975] et Lester Silverman et Nancy Spruill [1977] considèrent que la consommation de drogue ne peut pas être mesurée par des observations directes. Il serait alors nécessaire de recourir à un modèle économétrique pour en retracer les variations. La méthode des « variables latentes » (LV) traite la consommation comme une inconnue qu'il est possible d'estimer grâce au nombre d'arrestations effectuées pour possession illégale de drogue. L'élasticité de la demande et de l'offre est ensuite déduite des valeurs obtenues.

Le cas des « street-dealers »

La population des petits revendeurs de rue (*street-dealers*) a attiré l'attention de certains auteurs¹. Ces revendeurs constituent la partie visible du trafic de drogue et engendrent souvent des troubles avec le voisinage. Les zones qu'ils contrôlent paraissent combiner une importante consommation locale, un intense trafic et sont souvent caractérisées par une forte violence.

Peter Reuter, Robert MacCoun et Patrick Murphy [1991] ont étudié la population incarcérée entre 1985-1987 pour vente de drogues dans le district de Columbia. Il s'agit de décrire les activités liées au trafic de drogue, à travers

1. L'étude de E. Preble et J. Casey [1969] constitue un précédent intéressant mais peu représentatif de la situation engendrée par l'irruption du crack.

Pierre Kepp

l'image qu'en donne la population incarcérée. Malgré sa portée géographique limitée, cette étude récente complète les analyses plus anciennes. Fait intéressant : l'éclairage est mis, non sur la consommation de drogue, mais plutôt sur l'importance du petit commerce de drogue dans les rues (*street dealing*).

Les résultats peuvent être ainsi résumés : les dealers de la rue sont principalement des Noirs (99 %), jeunes (40 % ont entre 18 et 24 ans) et sont de sexe masculin (90 %). De même, les dealers de la rue ont un niveau d'étude plus faible que la moyenne et une faible spécialisation comme l'attestent leurs nombreuses arrestations pour d'autres délits. Le chiffre des arrestations rapporté à la population totale souligne la participation importante des gens du quartier au petit trafic de drogue. 9,8 % des individus nés en 1957 ont été inculpés dans une affaire de drogue entre 1985 et 1987. Pour ceux nés entre 1957 et 1963, le pourcentage fluctue autour de 11 %. La probabilité pour un jeune Noir de 19 ans résidant dans le district d'avoir été inculpé dans le cadre d'une affaire de drogue en 1986 est de 33 %. Ces chiffres doivent être rapportés aux conditions de vie des Noirs¹ du district : en 1986, 82 % des gens vivants dans la pauvreté étaient des Noirs.

La modélisation du comportement

Dans une direction de recherche assez différente de celles précédemment recensées, plusieurs auteurs proposent des modèles descriptifs du comportement des consommateurs de drogues. G. Levin, E.-B. Roberts et G.-B. Hirsch [1975] construisent un modèle théorique de trois cents équations. Le modèle représente les relations entre les différents types de consommateurs d'héroïne (non dépendants, dépendants, dépendants en prison, dépendants en soins) en fonction des politiques de répression. En l'absence de tests économétriques, les paramètres du modèle n'offrent guère de fiabilité, et ce dernier se réduit à une mise en forme du sens attribué, par les auteurs, aux principales relations caractéristiques de l'économie de la drogue. Cependant, ces trois auteurs proposent une hypothèse originale : l'augmentation de l'offre de drogue serait exponentielle. Autant, à court terme, on a effectivement pu assister à des explosions de la consommation de telle ou telle drogue, autant, à long terme, la thèse de l'expansion continue mériterait une plus ample discussion : le marché de l'héroïne semble assez stable sur vingt ans (drogue précisément traitée par ces auteurs), l'usage du cannabis régresse, demeure donc l'inconnu de la cocaïne et du crack (quasi inconnu à l'époque) !

Gary S. Becker, Kevin Murphy, et Michael Grossman [1988; 1991] discutent, pour leur part, la thèse classique selon laquelle la légalisation de la drogue entraî-

1. Ces chiffres sont recoupés par l'étude de Robert Tillman [1987] qui indique que dans l'État de Californie (entre 1974 et 1985) 66 % des Noirs nés en 1956 ont été arrêtés, entre 18 et 29 ans, pour une *index offense* (a non trivial violent or property crime), contre 34 % chez les Blancs. Alfred Blumenstein, Elisabeth Graddy [1981-1982] et Marc Maerz [1990] corroborent ces résultats. En dernier lieu, la source la plus large : le *National Longitudinal Survey of Youth* (NLSY) indique qu'entre 1972 et 1979 10,5 % des Noirs ont été en prison, contre 2,4 % des Blancs (échantillon de 12 000 personnes âgées de 14 à 21 ans en 1979). Voir aussi : Anne Hill, June O'Neill [1990].



nerait la baisse des prix et la hausse de la consommation. S'ils ne contestent guère le résultat, ces auteurs s'interrogent sur l'ampleur du phénomène en particulier lorsqu'on retient, comme c'est leur cas, une hypothèse d'élasticité de la demande au prix. Ces auteurs soulignent l'existence de mécanismes qui freineraient les effets conjugués de la baisse des prix et de la forte élasticité et qui viendraient empêcher un raz de marée de la drogue au cas où celle-ci serait légalisée.

Certaines questions concernant le statut de la contribution de ces auteurs restent en suspens. S'agit-il de proposer une analyse alternative à l'explication médicale ou psychiatrique de la toxicomanie, fondée sur la révélation d'une échelle de rationalité différenciée selon la capacité des consommateurs de drogues à prendre en compte le futur ? Ou s'agit-il de montrer comment l'agrégation des trajectoires individuelles face à la drogue permet de construire un modèle théorique des réactions du consommateur face aux variations des prix et des quantités, tout en se gardant bien de lui prêter un quelconque pouvoir d'interprétation causale des comportements individuels ?

Nonobstant cette question, le modèle comporte des innovations très intéressantes et ouvre la voie à une série de travaux originaux¹. Le penchant pour les drogues combinerait deux attitudes différentes : la *dépendance* et l'*accoutumance*². La *dépendance* pousse le consommateur à désirer d'autant plus la drogue qu'il en a déjà consommé dans le passé. L'*accoutumance* souligne que les effets de la drogue diminuent avec les quantités consommées. On peut alors distinguer deux attitudes de consommation. Celle qui conduit à maximiser l'utilité immédiate, sans mesurer les effets futurs des choix présents. Pour ce consommateur, la satisfaction croît avec la quantité de drogue consommée, ce qui lui permet de transcender l'effet d'*accoutumance*. Une conduite de consommation

1. On trouve mentionnée une série d'articles consacrés à différents aspects de la « *rational addiction* ». Frank Chaloupka traite de la cigarette (*Journal of Political Economy*, 1992). Cet auteur établit également l'existence d'élasticités différenciées sur le court terme et le long terme. Il constate que les pauvres sont les plus sensibles au changement du prix des cigarettes. Engene Lewis, Douglas Coate soulignent que les jeunes sont également plus sensibles que les adultes aux variations de prix (« The Potential for Using Excise Taxes to Reduce Smoking », *Journal of Health Economics*, août 1982, 1, p. 217-230). Pamela Mobilia trouve des résultats identiques quant aux élasticités de la demande de jeux au prix des paris sur les courses de chevaux (*An Economic Analysis of Addictive Behavior: The Case of Gambling*), mimeo 1990, cité par Gary S. Becker [1994].

2. Ces termes ne doivent pas être interprétés selon leur sens usuel mais comme la traduction des concepts proposés par Gary S. Becker. En anglais, on nomme « *addiction* » le phénomène généralement traduit en français par le « fait de s'adonner à un produit ». L'« *addiction* » se caractérise, selon Gary S. Becker, par deux comportements :

- « *Tolerance* », (traduit par *dépendance*) pousse le consommateur à désirer d'autant plus la drogue qu'il en a déjà consommé dans le passé.

- « *Reinforcement* » (traduit par *accoutumance*) souligne que les effets de la drogue diminuent selon les quantités consommées.

Trois possibilités étaient envisageables : traduire « *addiction* » par toxicomanie, ce qui est impossible car Gary S. Becker traite de plusieurs catégories d'usagers de drogues : toxicomanes et usagers passagers. L'utilisation d'un anglicisme (*addict*) ne peut qu'ajouter de la confusion. Il semble préférable de parler de « consommateur de drogues », en précisant les caractéristiques de cette consommation, en particulier à l'aide de la terminologie beckerienne.

Pierre Kopp

plus rationnelle inciterait à prendre en compte les conséquences futures des choix présents. Certains consommateurs intégreraient alors l'effet d'*accoutumance* entraîné par leurs choix. Cette *accoutumance* signifie que les *consommateurs de drogues rationnels* (*rational addicts*) recherchent une augmentation de leur consommation présente suffisante pour engendrer une augmentation de l'utilité marginale supérieure aux inconvénients futurs liés à l'accroissement de leur *dépendance* (et donc des quantités de drogue ultérieurement requises). La crainte de l'*accoutumance* créerait donc une barrière naturelle à la consommation de drogues, assertion qui rendrait compte de la peur de la drogue qui règne parmi les non-usagers. Il serait cependant logique de constater que la consommation de drogues progresse plus vite chez les gens qui n'attachent que peu d'importance au futur (les jeunes et les très pauvres).

Afin de montrer comment un même individu peut connaître des phases de dépendance envers la drogue et recouvrer sa liberté, les trois auteurs utilisent un modèle à succession d'équilibres instables. Il s'agit de montrer comment un individu peut augmenter sa consommation afin de maximiser l'utilité associée à la consommation de drogue. Puis, confronté à la croissance de son *capital de dépendance* (ce qui provoque un effet négatif), il peut décider d'arrêter la drogue. On passe donc d'un équilibre instable avec drogue à un équilibre instable sans drogue. Ce passage d'un équilibre à l'autre dépend de l'importance que l'individu prête à son avenir et donc de l'arbitrage qu'il réalise entre *dépendance* et *accoutumance*.

Gary S. Becker, Kevin Murphy, et Michael Grossman apportent également leur contribution à l'épineux problème de l'élasticité. Il semblerait que l'élasticité soit plus forte à long terme qu'à court terme. Une baisse des prix entraînerait une augmentation de la consommation qui accroîtrait le *capital de dépendance* et stimulerait la consommation future de drogues. L'effet à court terme est plus faible car le niveau du *capital de dépendance* est constant alors qu'à long terme celui-ci peut jouer son rôle. La décroissance de l'élasticité entre le court terme et le long terme s'explique par l'augmentation de la dépendance.

Gary S. Becker, Kevin Murphy et Michael Grossman concluent leur contribution sans se prononcer en faveur de la légalisation. Selon eux, la légalisation entraînerait une baisse des prix, ce qui encouragerait l'usage de la drogue (à court terme de manière probable et certainement à long terme). Les résultats d'une campagne de prévention destinée à signaler les effets négatifs de la drogue, à long terme, n'aurait que particulièrement peu d'impact sur les populations peu capables de se projeter dans le futur (en particulier les jeunes et les pauvres). La dépendance envers la drogue augmenterait donc probablement dans ces deux segments de la population. En l'absence d'une analyse coûts-bénéfices¹ complète, les auteurs de l'étude se refusent à recommander la légalisation.

1. Dans un article assez journalistique, Milton Friedman opte pour la légalisation au motif que la société américaine ne peut continuer à payer pour protéger les consommateurs de drogues d'eux-mêmes, tout en sachant que c'est précisément la répression qui rend le trafic rentable. Selon Milton Friedman, la prohibition de la drogue favorise le crime, sans diminuer l'usage de la drogue, et impose un coût aberrant à la société. Voir Milton et Rose Friedman [1984].

DÉTERMINANTS DE L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES

La discussion des fondements de la politique de prohibition des drogues constitue un préalable à l'étude de l'efficacité des mesures de répression. Le précédent de la prohibition de l'alcool aux États-Unis devait faire l'objet d'une évaluation raisonnée et constitue la première section de cette partie. La seconde section traite du rôle de l'élasticité de la demande de drogue au prix. La troisième section est consacrée aux effets comparés de la répression contre les gros et les petits trafiquants.

Au début des années soixante-dix, on jugeait le manque de drogue si pénible qu'on attendait des consommateurs de drogues qu'ils soient prêts à tout pour s'en procurer. Il était entendu que provoquer, par la répression policière, une sensible augmentation du prix de la drogue ne découragerait en rien les consommateurs réguliers de drogues. De même, il semblait que la quantité de drogue désirée par les usagers était sans autres limites que leur résistance physique. Depuis cette époque, les connaissances empiriques ont relativisé ces représentations un peu sommaires. Il n'en demeure pas moins qu'elles questionnèrent en profondeur la théorie économique. Celle-ci était-elle capable de rendre compte de l'inélasticité de la demande ? Comment interpréter le fait que la croissance des quantités consommées ne semblait pas saturer la demande ? Autour de ces questions, un très riche débat s'est développé aux États-Unis depuis une vingtaine d'années. Portée théorique et implications en termes de politiques publiques se conjuguèrent. Il s'agissait en effet de trancher quant à l'efficacité, vue sous l'angle économique, des politiques répressives. Cette approche économique complète utilement les travaux d'origine médicale et soulève des questions originales. Néanmoins, ces discussions furent menées sous un angle assez restrictif. Il s'agissait d'évaluer l'efficacité des mesures de répression en comparant leur coût à la baisse des dépenses engendrée par la répression du trafic de drogue. La philosophie générale de l'intervention gouvernementale consistait à définir, dans l'absolu, ce que serait le niveau socialement optimal de consommation de drogue, en l'absence de coûts liés à l'intervention gouvernementale. C'est-à-dire une situation où les externalités négatives subies par la société seraient juste égales à l'utilité marginale des consommateurs.

Si l'État désire alors intervenir pour réduire la consommation, il doit faire face à des coûts de fonctionnement dont il convient de vérifier qu'ils ne dépassent pas les bienfaits escomptés. Il s'agit de s'assurer que la société ne dépense pas plus pour atteindre sa cible qu'elle n'attend de gains, et ce, en particulier, en comparaison avec les autres problèmes de santé : alcool, tabac. Afin de faire coïncider l'optimum privé et l'optimum social, l'intervention gouvernementale d'inspiration pigouvienne préconise d'ajouter au prix de la drogue une taxe de consommation de telle sorte que le coût imposé aux usagers augmente. Toute la difficulté d'adapter ce cadre réside dans le caractère particulier de la drogue. En fait, la prohibition des drogues et la répression multiplient les risques et provoquent une hausse des prix qui correspond à la taxe sus-mentionnée. À une différence près : son produit n'est pas destiné à l'État, mais aux vendeurs ! Dès lors, une discussion minutieuse des effets de la réglementation s'impose.

La prohibition de l'alcool durant les années trente : quelques enseignements

Certains ont souligné le paradoxe engendré par la prohibition de la drogue. La criminalisation du trafic rend celui-ci dangereux et prometteur de profits importants. Plus l'activité policière est intense, plus le trafic de drogue semble rentable et la répression coûteuse. Examiner le précédent de la prohibition de l'alcool durant les années trente constitue un point de passage obligé pour discuter les mérites comparatifs de l'interdiction et de la légalisation de la drogue.

À l'exception des travaux de Clark Warbuton [1932], il existe peu d'études proposant une estimation de la consommation d'alcool durant la prohibition.¹ Comme ultérieurement en économie de la drogue, Clark Warbuton dut pallier l'absence de statistiques de consommation en reconstituant celles-ci à l'aide d'autres variables, comme le niveau de la production agricole, le nombre d'arrestations pour ivresse publique et le nombre de morts, liées à la consommation d'alcool. Cet auteur conclut que la consommation d'alcool par tête durant la prohibition se stabilisa entre 65 % et 71 % de son niveau antérieur (respectivement en 1925 et 1929).

Jeffrey A. Miron et Jeffrey Zwiebel [1991] proposent de renouveler cette analyse. Afin d'évaluer la consommation d'alcool, ces auteurs retiennent les variables suivantes : décès par cirrhose du foie, décès liés à l'alcoolisme, nombre de premières hospitalisations psychiatriques liées à l'alcool, nombre d'arrestations pour ivresse au volant. La relation² est estimée sur la période 1900-1950 afin de recalculer la consommation sur la période 1920-1935. En procédant à quatre estimations indépendantes (à partir de chacune des variables), les auteurs reconstituent (avec une grande fiabilité statistique) la consommation d'alcool durant la prohibition. Il semblerait que celle-ci décline nettement au début de la prohibition puis remonte à 60 ou 70 % de son niveau antérieur. Enfin, l'abolition de la prohibition n'entraînerait pas une remontée immédiate de la consommation. Jeffrey A. Miron et Jeffrey Zwiebel présentent également quelques remarques sur l'incidence de la hausse du prix de l'alcool durant la prohibition :

- d'une part, on constate que les prix de l'alcool durant la prohibition ont été multipliés par trois ou quatre :

- d'autre part, on observe une modeste baisse de la consommation (entre 20 et 30 %).

1. Le Congrès des États-Unis promulgua, en 1917, une résolution interdisant la consommation d'alcool en temps de guerre. Celle-ci deviendra permanente lors du vote du dix-huitième amendement à la Constitution (janvier 1920) et ne sera abolie que quatorze ans plus tard par le vingt et unième amendement (décembre 1933).

2. Il s'agit d'une fonction Log telle qu'en l'absence de consommation d'alcool on n'observe aucune psychose alcoolique ou arrestation pour ivresse (ce qui n'est pas vrai pour les cirrhoses). Les auteurs testent une fonction identique avec retards qui ne transforme pas substantiellement la fonction. Cependant, la qualité statistique de la variable cirrhoses devient mauvaise, ce qui traduirait l'idée que les décès pour cirrhoses ne frappent que les buveurs actuels.

Sachant, par ailleurs, que la consommation d'alcool est relativement élastique¹ au prix, il convient de s'interroger sur l'origine de la fuite.

Jeffrey A. Miron et Jeffrey Zwiebel considèrent que la prohibition entoure l'alcool d'une aura de mystère qui le rend attractif. La prohibition de l'alcool altérerait ainsi la courbe de demande en la déplaçant vers le haut. Envisageant alors le cas de la drogue, les deux auteurs indiquent que l'interdiction de la drogue a engendré une explosion des prix infiniment plus forte que celle de l'alcool durant la prohibition, ce qui s'expliquerait précisément par une répression plus dure. Selon eux, malgré une élasticité plus faible de la demande de drogues aux prix, la légalisation banaliserait la drogue et ramènerait la courbe de demande vers un niveau plus bas tout en rendant peu probable une explosion de la consommation.

Le rôle de l'élasticité de la demande

Les premières études² remontant à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix (voir annexe 1) reflétaient le scepticisme de leurs auteurs quant aux résultats des politiques de répression de l'offre (*supply side enforcement*).

Les mesures à l'encontre des offreurs consistent à accroître la probabilité de détection de leurs activités, à augmenter la quantité de drogue saisie et le nombre des arrestations. En conséquence, les coûts d'approvisionnement devraient augmenter. Dans un premier temps, la quantité offerte devrait diminuer, les vendeurs asséchant le marché en refusant de se départir d'une marchandise acquise chèrement à des prix désormais jugés trop bas. L'excès de la demande sur l'offre permet alors de réévaluer les prix. Si la demande est inélastique, on peut penser que les consommateurs de drogues ponctionneront leur revenu ou augmenteront leurs activités criminelles.

Une relation positive entre la répression et l'augmentation de la criminalité devrait se manifester et inciter les autorités à la prudence. Cette question de l'élasticité s'avère donc déterminante. Il est possible de formuler à son propos deux hypothèses.

- Première hypothèse : on suppose une forte élasticité et l'on escompte une diminution de la quantité et une augmentation du prix de la drogue en circulation (demande horizontale).

- Deuxième hypothèse : on table sur une faible élasticité (demande verticale), alors la même quantité de drogue circule mais à un prix plus élevé.

Avant d'examiner en détail ces deux possibilités, il convient de s'interroger sur le sens exact attribué à la notion d'élasticité. Que veut dire l'élasticité de la

1. Les estimations de l'élasticité de la demande au prix varient largement d'un auteur à l'autre. L'élasticité serait de 1,8 pour Philip J. Cook, George Tanchen [1985], entre 0,8 et 1 pour l'alcool et 1 pour la bière, selon S.-I. Ornstein, D.-M. Haussen [1985]. Il existe probablement différentes élasticités selon les niveaux de prix initiaux et les époques.

2. Christopher Clague [1973], p. 263-268; Billy J. Eathery, [1974] p. 210-214; Timothy Hannan [1977]; James V. Koch, Stanley E. Grupp, [1971] p. 571-84, [1973] p. 351-362, Arthur D. Little [1967]; Stephan Mehay [1973]. Il convient de remarquer que ces études portaient sur l'héroïne et non sur les drogues en général.

Pierre Kopp

consommation d'un produit, dans la mesure où il y a, d'une part, des consommateurs « non abusifs » qui prennent peu de produits, ou de manière contrôlée et, d'autre part, les dépendants dont la consommation est *a priori* inélastique. Autre façon de poser le problème : peut-on caractériser la consommation d'un produit toxicomanogène donnant lieu à des usages si différenciés, par un agrégat en « volume » ?

Les auteurs des années soixante-dix, comme Arthur D. Little [1967], James V. Koch et Stanley E. Grupp [1971; 1973] ou Billy J. Eatherly [1974] postulent que la demande serait inélastique à la hausse des prix et en concluent que les victimes d'une politique de répression de l'offre ne seraient ni les vendeurs (qui pensent la croissance du risque par la hausse du prix), ni les usagers (qui augmentent le nombre de délits) mais la société tout entière.

Une série de contributions suggère de réévaluer les conclusions de la première vague d'études consacrée à l'économie de la drogue. James Roumasset et John Hudrens [1977] rapportent des observations, selon lesquelles la consommation quotidienne de drogue des héroïnomanes serait supérieure à celle dont ils auraient « réellement besoin », évoquant une possible élasticité de la demande au prix. Argumentation qui suggère qu'il existerait une consommation normale d'un bien, et que cette quantité devrait être déterminée non pas par le consommateur mais par son environnement. Approche peu cohérente avec la doctrine classique de la consommation. Ces deux auteurs proposent un modèle où se combinent élasticité et inélasticité de la demande, selon la capacité des usagers dépendants à restreindre leur consommation (hors drogue) pour faire face à la hausse du prix de l'héroïne.

L'approche de Mark H. Moore [1967; 1973] va dans le même sens et paraît plus complète. Cet auteur suggère que, contrairement à la théorie classique de la consommation, le prix de l'héroïne ne révèle pas le coût imposé au consommateur pour satisfaire son besoin. Outre le prix affiché de l'héroïne, il faudrait également tenir compte des éléments suivants : pourcentage de coupe, temps de recherche, risque de violence, risque d'arrestation. Pour ces raisons, Mark H. Moore avance le concept de *prix effectif* qui inclue ces facteurs et intègre les coûts de transaction. Puis Mark H. Moore propose de distinguer deux catégories d'usagers : les anciens et les nouveaux, et d'examiner les élasticités respectives de leur demande. Le *prix effectif* serait supérieur pour les nouveaux usagers qui ne disposent pas des bonnes filières d'approvisionnement et pour qui la désutilité d'être arrêtés est supérieure à celle des récidivistes. La demande des nouveaux usagers est plus sensible aux prix car ils ne sont pas encore dépendants. Mark H. Moore conclut en préconisant une politique qui rende le *prix effectif* de l'héroïne plus élevé pour les nouveaux usagers (afin de réduire leur nombre), et plus faible pour les consommateurs expérimentés (afin de réduire leur pression criminelle sur la société). Mark H. Moore teste alors les différentes politiques de répression. Il opte en faveur de la prohibition et examine les différentes combinaisons possibles d'actions policières qui l'accompagnent (descentes policières sur les lieux de ventes, actions d'infiltration). Objectif : retenir celles susceptibles de maximiser la discrimination par les prix effectifs.

Les travaux économétriques de George F. Brown et Lester Silverman [1975] et de Lester Silverman et Nancy Spruill [1977] précisent les relations entre le crime et la hausse du prix de l'héroïne. La base statistique est constituée par les séries mensuelles recueillies entre novembre 1970 et juillet 1973 à Detroit. La consommation d'héroïne n'étant pas quantifiable (selon ces auteurs), il convient

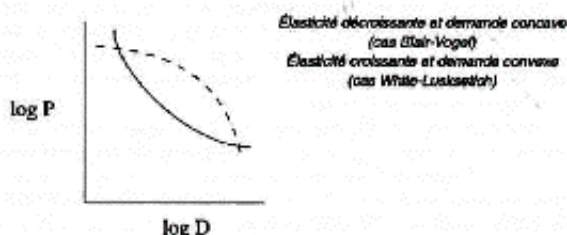
1345

□

Revue économique

de la reconstituer à l'aide d'un indicateur d'élasticité. Cette dernière dépendrait de la pureté de l'héroïne et de son prix au cours des mois précédents. Il ressort de cette étude que l'élasticité à long terme varierait très peu selon la pureté de l'héroïne. Lorsque celle-ci est de 2,5 à 10 %, une augmentation des prix de 10 % entraînerait une baisse de la consommation de 2,5 % (i.e. élasticité prix = - 0,25). L'élasticité à court terme serait plus marquée, ce qui suggère que les usagers ajusteraient leur consommation sur le court terme et non sur le long terme. Conséquences sur la criminalité : selon ces auteurs, une hausse des prix (durable) de 50 % se traduirait par une hausse de la criminalité de 14 %, après que certains usagers eurent rejoint les programmes de désintoxication.

R.D Blair et R.J Vogel [1973] s'inscrivent dans la trace ouverte par Mark H. Moore et suggèrent que la demande serait élastique à bas prix et inélastique lorsque les prix s'élèvent. L'élasticité serait décroissante, en valeur absolue, avec le prix, et la courbe de demande concave (voir figure). Selon eux, tant que les prix sont bas, on trouverait, parmi les usagers, des gens dépendants mais également des consommateurs « de passage » que la hausse des prix pourrait décourager. Ainsi, à partir d'une situation où le prix de l'héroïne serait relativement bas, la politique de répression de l'offre pourrait être efficace, puis deviendrait inutile dès que le noyau des usagers instables aurait été découragé.



Michael D. White et William A. Lusksetich [1983] proposent une thèse inverse à celle de R.D Blair et R.J Vogel. Selon eux, l'élasticité serait très faible lorsque le prix est bas, et forte lorsque les prix sont élevés : élasticité croissante et courbe de demande convexe (voir figure). Rapportant, à l'appui de leur analyse, des documents, au demeurant assez partiels, ils soulignent qu'il existerait une forte substituabilité entre l'héroïne et les autres drogues lorsque celle-ci manque ou est trop chère.

Des sources plus complètes, comme l'étude de Daniel Lévine, Peter Stoloff et Nancy Spruill [1976], vont dans ce sens. Il semblerait en effet, selon ces auteurs, que le nombre d'individus disposés à suivre les programmes de sevrage volontaire augmenterait parallèlement à celui du prix de l'héroïne.

Du point de vue théorique, ces auteurs fondent leur hypothèse sur le constat suivant : à moins que la douleur ne soit une variable discrète changeant instantanément de « zéro douleur » à « souffrance insupportable », les consommateurs de drogues peuvent espacer les injections de drogue. Ainsi la hausse des prix devrait encourager ce processus d'autolimitation. Inversement, sauf à considérer que la consommation d'une unité supplémentaire d'héroïne n'entraîne aucun accroissement de l'utilité, une baisse des prix devrait stimuler la consommation.

Pierre Kopp

Michael D. White et William A. Lusksetich font de la structuration monopolistique du marché un facteur d'explication. Si le marché est faiblement monopolistique et la répression faible, le prix de l'héroïne est bas, et l'élasticité faible, alors la politique de répression est relativement inefficace. En revanche, si le marché est très monopolistique, et si le prix auquel un individu peut se procurer de l'héroïne est peu dépendant du prix pratiqué par les autres vendeurs¹, alors les revendeurs préfèrent vendre à moins mais plus cher. Ils tendent donc à augmenter les prix jusqu'au point où l'élasticité bloquerait une hausse supplémentaire. Ainsi, et sous condition des hypothèses précédentes, la politique répressive conduirait à une réduction des ventes d'héroïne et des crimes liés au trafic. L'hypothèse d'un marché au caractère assez monopolistique semble très exigeante. Logiquement, les barrières à l'entrée du marché étant faibles, les vendeurs devraient craindre l'irruption de nouveaux challengers pratiquant une politique de prix plus bas et se garder de pratiquer des tarifs abusifs. Cette objection est pourtant repoussée par les auteurs de l'étude qui considèrent que l'espérance de forts profits immédiats a plus d'attraits pour les revendeurs qu'une lointaine menace. Ces points mériteraient certainement d'être approfondis afin de vérifier si l'explosion des marchés de la drogue n'aurait pas multiplié les sources possibles d'approvisionnement et donné au marché un caractère plus concurrentiel que celui qu'il avait dans les années soixante-dix.

Effets comparés de la répression contre les « gros » ou les « petits » trafiquants

À l'occasion d'une très vaste étude consacrée à l'économie de la drogue en Grande-Bretagne, Adam Wagstaff et Alan Maynard [1988] soulignent l'apport de certains travaux consacrés aux consommations non classées comme drogues illicites mais génératrices de dépendance. À l'instar du café, la chute des prix de la drogue ouvrirait la voie à de nouveaux consommateurs, ceux-ci deviendraient rapidement dépendants et n'abandonneraient pas la drogue lorsque les prix remonteraient. Ainsi la politique de répression des offreurs lorsqu'elle entraîne une hausse des prix affecterait la droite de demande en la rendant moins élastique. La politique de répression ultérieure devrait alors être substantiellement plus forte pour déclencher une baisse, même minime, de la consommation.

Adam Wagstaff et Alan Maynard déplorent que peu de travaux viennent prolonger ceux de G. Bernard [1983] qui soulignait le risque de voir la baisse du prix d'une drogue pousser certains à l'adopter en remplacement de leur produit habituel. Ce constat suggère que certaines politiques d'éducation des consommateurs pourraient favoriser un déplacement des consommateurs vers une sorte de « moindre mal »². Inversement, la hausse de certains prix pourrait également inciter certains à changer leurs habitudes dans un sens désastreux. Il semble

1. Cette hypothèse rend compte des situations où l'achat d'héroïne est le fruit d'une relation discrète, unique et personnalisée entre un *dealer* et un client. Selon l'expression de James A. Seagrave, il s'agit de la « microéconomie d'un monopole individuel ». De même dans le cas d'un approvisionnement via le *street dealing*, il semble que la concurrence ne joue pas en raison des ententes entre les gros revendeurs. Voir James A. Seagrave [1973], p. 278-279.

2. À l'instar de la campagne prônant l'usage de seringues propres.

Revue économique

malheureusement qu'on constate plutôt une tendance à la polytoxicomanie qu'à la substitution¹.

Une appréciation plus précise de l'efficacité des politiques répressives suppose de préciser quel est le niveau du réseau de distribution visé. Simon Rottenburg [1968] signale que la probabilité d'être arrêté varie selon le niveau de la filière où l'on se situe. En comparaison avec le commerce de gros, le nombre de transactions nécessaires à distribuer un kilo étant supérieur lorsque la drogue est vendue dans la rue, le risque augmente avec le fractionnement du produit. Denis Phares [1975] recommande de concentrer l'effort répressif au niveau de l'importation en gros car le coût pour saisir un kilo (en une fois) est moindre que celui nécessaire à saisir le même kilo dilué et fractionné dans la rue. De leur côté, Adam Wagstaff et Alan Maynard signalent que les effets des saisies, au niveau de la rue et de l'importation en gros ont des effets différents. (Saisies de gros : pas d'effets sur les prix; saisies au niveau du détail : hausse des prix). Il est alors impossible, selon ces auteurs, de se prononcer en faveur de l'une ou l'autre de ces méthodes.

Michael J. Polich, Phyllis Ellickson, Peter Reuter et James Kahan [1984] examinent les effets spécifiques de la répression respectivement sur les importateurs, les grossistes, et les détaillants. L'étude indique que les gardes-côtes, *U.S. Customs* et le *Drug Enforcement Administration* interceptent 14 à 20 % des cargaisons de cocaïne et 27 % de celles de cannabis. Selon leurs calculs, un taux de saisies multiplié par deux se traduirait par une modeste hausse des prix de la cocaïne (+ 3,4 %) et du cannabis (+ 12,4 %). Tripler la quantité de drogue saisie chez les grossistes n'aurait qu'un effet de 1 % sur les prix du cannabis. Tripler le nombre d'années de prisons distribuées chaque année augmenterait les prix de 13 % et entraînerait des coûts importants. Au niveau des détaillants, le doublement du nombre de vendeurs en prisons n'entraînerait que 7 % de hausse. Ces effets, très faibles, s'expliqueraient par le caractère peu monopolistique du marché. Les trafiquants victimes de saisies, d'arrestations et d'emprisonnements ne pourraient pas répercuter intégralement la croissance de leur coûts dans les prix.

La tendance générale de ces travaux consiste à tenir la répression comme unique facteur explicatif du prix de la drogue. Malgré la difficulté à recueillir des sources fiables, la voie économétrique devrait permettre de faire progresser les connaissances en isolant le poids des autres variables explicatives.

*
* *
*

Les nombreux enseignements du débat dont nous rendons compte devraient renforcer l'intérêt pour l'analyse des politiques publiques dans un domaine où des choix drastiques ne manqueront pas de se poser.

Au moment de tirer un premier bilan, il convient de souligner l'attention trop exclusive dont a été l'objet la consommation de drogue aux dépens de l'offre. La structuration de l'offre de drogue n'est que rarement analysée. Cette lacune pèse sur l'évaluation des politiques publiques.

1. NIDA 1988.

Pierre Kopp

En traitant l'offre de drogue de manière agrégée, en supposant implicitement que l'offre de drogue émane d'une multitude d'acteurs indépendants, sans pouvoir de marché, la majorité des auteurs éludent les effets de la concurrence imparfaite qui règne du côté de l'offre de drogue. L'imperfection de l'information, l'existence de barrières à l'entrée du marché de la drogue, la concurrence oligopolistique entre les groupes de trafiquants engendrent pour les groupes les mieux organisés des quasi-rentes de situation et des surprofits.

En concurrence imparfaite, les politiques publiques répressives affectent de manière différenciée¹ les différents groupes de trafiquants. Dans certains cas, elles viennent renforcer la position dominante des groupes les mieux organisés en favorisant l'éviction du marché de leurs concurrents plus petits ! Dans d'autres, elles risquent d'engendrer une dangereuse guerre des prix.

L'approfondissement de l'étude de la structuration de l'offre devrait venir renouveler les problématiques à l'œuvre dans le champ de l'économie de la drogue.

1. La contribution déjà ancienne de Michael D. White, William A. Lusksetich [1983] ouvre la voie d'une analyse en termes de concurrence monopolistique du marché de la drogue. Mark Kleiman [1989] souligne la présence de quasi-rentes de situation engendrées par des barrières à l'entrée du marché de la drogue. Pierre Kopp [1994] insiste sur la différenciation des fonctions de risque caractérisant les différents groupes de trafiquants et souligne l'existence de rendements croissants susceptibles d'expliquer l'origine des barrières à l'entrée.

ANNEXE 1
PUBLICATIONS CONSACRÉES À LA CONSOMMATION DE DROGUES ET AUX POLITIQUES PUBLIQUES DE RÉPRESSION

Auteurs	Date	Objet de l'étude	Hypothèses	Résultats	Publication
KOCH, GRUPE ENTREBLY LITTLE	1971, 1973, 1974 1967	Répression de l'offre, provoquant une hausse des prix	élasticité de la demande	Inefficace, hausse de la criminalité.	American Economic Review Journal of Political Economy
MOORE	1967 1973	Répression provoquant une hausse de prix différente pour les nouveaux et les anciens usagers.	Différence entre le prix apparemment et le prix réel de l'héroïne. Discrimination par les prix effectifs.	Framer l'addition de nouveaux usagers. Orienter les anciens vers les soins.	American Economic Review
ROTTENBURG	1968	Répression différenciée selon les niveaux dans la hiérarchie de la filière.	Le risque d'être arrêté décroît avec la montée dans la hiérarchie.	Différenciation des effets de la répression.	Journal of Political Economy
BECHER, MURPHY et GROSSMAN	1968 1991	Modèle théorique	Théorie de l'addiction rationnelle.	Absence de tests économétriques.	Journal of Political Economy American Economic Review
BLAIR, VOORL	1973	Répression de l'offre.	Demande élastique à bas prix et inélastique à prix élevés.	Répression initiale efficace lorsque les prix sont bas.	Public Finance Quarterly
PEARLES	1975	Répression dirigée contre le sommet de la hiérarchie	Fractionnement de la drogue.	Coût unitaire (au kilo) de la répression plus faible lors des saisies en gros.	Cajkoaki editeur, Londres.
BROWN, SILVERMAN SILVERMAN, SPRULL	1974-1975 1977	Répression de l'offre (hausse des prix) destinée à décourager les nouveaux usagers et orienter les anciens vers les soins.	Reconstitution de prix réel de l'héroïne (problèmes de panel). Forte élasticité à court terme.	Hausse des prix de 50 % entraîne une hausse de la criminalité de 14 %.	Journal of American Statistics Association Public Research Institute Journal of Urban Economists
LEVIN, ROBERT, IRISH	1975	Modèle théorique. Absence de tests économétriques	Augmentation exponentielle de l'offre.	Absence de tests économétriques.	Cambridge (Mass.)

ANNEXE 1 (Suite)
PUBLICATIONS CONSACRÉES À LA CONSOMMATION DE DROGUES ET AUX POLITIQUES PUBLIQUES DE RÉPRESSION

Auteurs	Date	Objet de l'étude	Hypothèses	Résultats	Publication
WHITES, LUSKESITICH	1983	Répression de l'offre	Elasticité faible lorsque les prix sont bas. Elasticité forte lorsque les prix sont hauts. cas 1 : marché monopoliste, cas 2 : marché faiblement monopoliste.	cas 1 : Rationnement des ventes cas 2 : inefficace	<i>Economic Enquiry</i>
BERNARD	1983	Répression	Substitution entre les drogues.	Risques de remplacer un prohibé par un autre.	<i>International Journal of Addictions</i>
POLICH, ELICKSON REUTER, KAHAN	1984	Étude des effets de la répression selon les niveaux de la filière.	Interception de 14 % des cargaisons de cocaïne; 27 % de celles de cannabis.	Tripler les saisies - en niveau des importateurs: prix cocaïne: + 1,4 %; prix cannabis: + 12,4 %; des grossistes: prix du cannabis: + 1 %; Tripler les peines de prison au niveau des grossistes: prix moyen: + 13 %. Doubler le nombre de détaillants en prison: prix moyen: + 7 %.	<i>Rand Corporation</i>
ABELSON, MILLER	1985	Analyse discriminante de la consommation.	Source: statistiques	Corrélation entre la consommation de drogue et le revenu scolaire.	<i>American Economic Review</i>
CLAYTON	1985	Analyse discriminante de la consommation.	Source: NIDA	Corrélation entre la consommation de cocaïne et la prise antérieure d'autres drogues et les absences scolaires.	NIDA 1999

ANNEXE 1 (Suite)
PUBLICATIONS CONSACRÉES À LA CONSOMMATION DE DROGUES ET AUX POLITIQUES PUBLIQUES DE RÉPRESSION

Auteurs	Date	Objet de l'étude	Hypothèses	Résultats	Publication
NIDA	1988	Analyse descriptive	Source: NHSDA Méthode: étude en population générale, self reported	Étude de la consommation aux États-Unis, en 1988.	NIDA 1989
JOHNSTON, O'MALLEY BACHMAN	1988 1984	Analyse descriptive	Source: Annual Survey of High School Seniors.	Étude de la consommation aux États-Unis, en 1988. Corrélation avec la responsabilité scolaire.	U.S. Département of Health and Human Services, <i>Journal of Personality and Social Psychology</i>
WAGSTAF, MAYNARD	1988	Étude des effets de la répression sur la demande.	La répression entraîne la hausse des prix et rend la demande moins élastique.	Chaque nouvelle vague de répression doit être plus forte que la précédente pour obtenir une baisse identique de la consommation.	HMISO London
SICKLES, TAUBMAN	1991	Analyse discriminante de la consommation	Source: NSL	Analyse de la demande de drogue en fonction de la probabilité cumulée d'appartenir à un groupe donné (âge, niveau scolaire, religion, revenu, groupe ethnique)	<i>American Economic Review</i>
EBUTER, MAC COUN	1991	Analyse d'un groupe d'usagers	Sources: politiques et enquêtes.	Analyse de la population des street dealers	Rand Corporation

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABELSON H., MILLER J.D., [1985], « A Decade of Trends in Cocaine Use in the Household Population », dans E. ADAMS et N. KOZEL (eds), *Cocaine Use...*, NIDA Rockville, série 61.
- AZAM J.-P., BESLEY T., [1989], « Parallel Markets in Ghana : Theory and Evidence », *World Development*, 17 (92).
- AMSEL, ZELI et al., [1976], « Reliability and Validity of Self Reported Illegal Activities and Drug Use Collected from Narcotic Addicts », *International Journal of Addictions*, 11, mars-avril, p. 325-336.
- BACHMAN G., O'MALLEY P., JOHNSTON L., [1984], « Drug Use Among Young Adults : The Impact of Role Status and Social Environment », *Journal of Personality and Social Psychology*, 47, mars, p. 629-645.
- BALL J. et al., [1982], « Lifetime Criminality of Heroin Addicts in the United States » *Journal of Drug Issues*, 12.
- BECKER G., GROSSMAN M., MURPHY K., [1991], « Rational Addiction and the Effect of Price Consumption », *American Economic Review*, 81 (2), mai, p. 237-241.
- BECKER G. S., MURPHY K., [1968], « A Theory of Rational Addictions », *Journal of Political Economy*, 96, août, p. 675-700.
- BERNARD G., [1983], « An Economic Analysis of the Illicit Drug Market », *International Journal of the Addictions*, 18 (5), p. 681-700.
- BEVAN D., COLLIER P., GUNNING J., [1988], « Black Markets and Black Goods », *mimeo*, Oxford University Institute of Economics and Statistics, décembre.
- BLAIR R.D., VOGEL R., [1973], « Heroin Addiction and Urban crime », *Public Finance Quarterly*, 1 (14), p. 457-67.
- BLUMENSTEIN A., GADDOY E., [1961-1982], « Prevalence and Recidivism in Index Arrests : A Feedback Model » *Law and Society Review*, 16 (2).
- BROWN G., SILVERMAN L., [1974], « The Retail Price of Heroin : Estimation and Applications » *Journal of American Statistical Association*, 69 (347), septembre, p. 595-606.
- BROWN G., SILVERMAN L., [1975], *The Retail Price of Heroin*, Arlington Virginia, Public Research Institute, Center for Naval Analysis.
- BUFFIE E., [1984], « Financial Repression, the New Structuralists, and Stabilization Policy in Semi-Industrialized Economies », *Journal of Development Economics*, 14 (13), avril, p. 305-322.
- CHOISEL PRAZIN C.-H. (de), [1991], *La drogue, une économie dynamisée par la répression*, Paris, Presses du CNRS, mai.
- CLAYTON R. R. [1985], « Cocaine Use in the United States : in a Blizzard or just being Snowed ? » in *Cocaine Use in America, Epidemiologic and Clinical Perspectives*, NIDA, Rockville, série 61.
- COOK P.J., TAUCHEN G., [1982], « The Effect of Liquor Taxes on Heavy Drinking », *Bell Journal of Economics*, 13, automne, p. 379-390.
- COUSSY J., [1991], « Analyse et interrogations sur l'économie de la drogue », *mimeo*, Association Descartes, mai.
- CRAWLEY E., [1991], « Trafico de drogas en America Latina » *American Newsletter Ltd*, Londres.
- CULYER A.J., [1973], « Should Social Policy Concern Itself with Drug Abuse ? » *Public Finance Quarterly*, 1 (4), p. 449-456.
- CLAGUE C., [1973], « Legal Strategies for Dealing with Heroin Addiction », *American Economic Review*, 63 (2), mai.

Revue économique

- CLAYTON R., VOSS H., [1981], « Young Men and Drugs in Manhattan : a Causal Analysis-Research Monograph 39, *National Institute of Drug Abuse*, Rockville, MD.
- EATHERLY B.J., [1974], « Drug-Law Enforcement : Should we Arrest Pushers or Users ? », *Journal of Political Economy*, 82 (1), p. 210-214.
- FERNANDEZ R., [1973], « The Problem of Heroin Addiction and Radical Politic Economy », *American Economic Review*, 63 (2), mai, p. 270-277.
- FRIEDMAN M., FRIEDMAN R., [1984], *La tyrannie du statu quo*, Jean-Claude Lottès, 264 pages.
- FUJI E., [1974], « Public Investment in the Rehabilitation of Heroin Addicts », *Social Science Quarterly Journal*, 55 (1), juin, p. 39-51.
- GODSHAW G., PANCOAST R., KOPPEL R., [1987], *Anti Drug Law Enforcement and their Impact*, Wharton Econometrics Forecasting Associates, Bala Cynwyd, Penn.
- HILL A., O'NEIL J., [1990], *A Progress Report on Underclass Behaviors in the United States : Measurement and Analysis of Determinants*, Center for the study of Business and Government, Baruch College, N.Y.
- HOLAHAN J., [1973], « The Economic Control of the Illegal Supply of Heroin », *Public Finance Quarterly*, 1 (4), octobre, p. 467-477.
- HOLAHAN J., *The Economic of Heroin, in Dealing with Drug Abuse : a Report to the Ford Foundation*, New York, Praeger.
- JOHNSON B., [1978], « Once an Addict, Seldom an Addict », *Contemporary Drug Problems*, printemps, p. 35-34.
- JOHNSON B., [1985], *Taking Care of the Business : The Economics of Crime by Heroin Abusers*, D.C Heath, Lexington (Mass.)
- JOHNSTON L., O'MALLEY P., BACIMAN G., [1988], *Illicit Drug Use, Smoking and Drinking by America's High School Students, College Students, and Young Adults*, Washington U.S Department of Health and Human Services.
- JONES A., [1986], *The Economic of Addiction : a Dual Approach*, texte présenté à la réunion du Health Economists Study Group, University of York, janvier.
- KLEIMAN M., [1989], *Marijuana : Cost of Abuse Cost of Control*, Greenwood Press.
- KOEP P., [1994], « Quelques enseignements relatifs à l'efficacité des politiques de contrôle des drogues illégales », *Famuribles*, mars.
- KOCH J.V., GRUUPS S.E. [1971 et s.], « The Economics of Drug Control Policies », *International Journal of Addictions* 6 (4), 571-84.
- KOCH J.V. GRUUP S.E. [1973], « Police and Illicit Drugs Markets : Some Economic Considerations », *British Journal of Addiction*, 68, 351-62.
- LEVINE D., STOLOFF P., SPRUILL N., [1976], « Public Drug Treatment and Addict Crime », *The Journal of Legal Studies*, 5 (2), juin, p. 435-462.
- LEVIN G., ROBERTS E.B., HIRSCH G.B., [1975], *The Persistent Poppy : A Computer-Aided Search for Heroin Policy*, Cambridge (Mass).
- LEWIS R., HARKING R., BRYER S., DAVID E., MITCHESON M., [1980], « Scoring Snack : the Illicit Heroin Market in London », *British Journal of Addiction*, p. 281-290.
- LINDAUBER D., [1989], « Parallel, Black or Segmented : Defining Market Structure in Developing Countries », *World Development*, 17 (12), p. 1871-1880.
- LITTLE D., [1976], *Drug Abuse and Law Enforcement : A Report to the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*, Washington DC, mimeo.
- MEHAY S., [1973], « The Use and Control of Heroin : An Economic Perspective », *Business Review*, Federal Reserve Bank of Philadelphia, décembre, p. 14-21.
- MIRON J., ZWIEBEL J., [1991], « Alcohol Consumption During Prohibition », *American Economic Review*, 81 (2), mai, p. 242-247.

Pierre Kopp

- MOORE MARK H., [1967], « The Economics of Heroin Distribution », *Policy Concerning Drug Abuse in N.Y State*, 3, New York.
- MOORE MARK H., [1973], « Policies to Achieve Discrimination on the Effective Price of Heroin », *American Economic Review*, 63 (2), mai, p. 270-277.
- MAUER M., [1990], *Young Black Men and the Criminal Justice System : A Growing National Problem*, The Sentencing Project, Washington D.C.
- MENSCH B.S., KANDEL D.B., [1988], « Do Job Condition Influence the Use of Drugs ? », *The Journal of Health and Social Behavior*, 29, janvier, p. 164-184.
- MOTT J., [1984], « Self Reported Cannabis use in Great Britain in 1981 », *British Journal of Addiction*, 79 (2), p. 197-200.
- NIDA, [1990], *National Household Survey on Drug Abuses, main findings*, U.S Government Printing Office.
- NIDA, [1991], *Epidemiologic Trends in Drug Abuse, proceeding Community Epidemiologic Work group (CEWG)*, décembre.
- NNICC, [1990], *Report 1989*, US Government Printing Office.
- ORNSTEIN S.I., HANSEN D.M., [1985], « Alcohol Control Law and the Consumption of Distilled Spirit and Beer », *Journal of Consumer Research*, 12, septembre, p. 200-213.
- PADIEU R., [1990], *L'information statistique sur les drogues et les toxicomanies*, DGLTD.
- PHARES D., « Heroin and Society : an Economist's Perspective on Public Policy » dans R.L. Rachlin et E.H. Czapkoski (eds) « Drug Abuse Control Administration and Politics », Londres.
- PIIT M., [1981], « Smuggling and Price Disparity », *Journal of International Economics*, 11, p. 447-458.
- PLANT M.A., PECK D.F., STUART R., [1984], « The Correlate of Serious Alcohol-related Consequences and Illicit Drugs Use Among a Cohort of Scottish Teenagers », *British Journal of Addiction*, 79 (2), p. 197-200.
- POLICH J., MICHAEL, ELLICKSON P., REUTER P., KAHAN J., [1984], *Strategies for Controlling Adolescent Drug Use*, The Rand Corporation, R-3076-CHF, février.
- REUTER P., HAAGA J., [1989], *The Organization of High Level Drug Markets : an Exploration Study*, Rand Corporation, N.2830-NII, février.
- REUTER P., MAC COUN R., [1991], *Money from Crime. A Study of the Economics of Drug Dealing in Washington, D. C.*, Rand Corporation, Santa Monica, juin.
- ROEMER M., [1986], « Simple Analytics of Segmented Markets : What Case for liberalization ? », *World Development*, 14 (3), mars, p. 429-439.
- ROTTENBERG S., [1968], « The Clandestine Distribution of Heroin, its Discovery and Suppression », *Journal of Political Economy*, 76 (1), p. 78-90.
- ROUMASSET J., HADREAS J., [1977], « Addicts, Fences, and the Market for Stolen Goods », *Public Finance Quarterly*, avril, p. 247-272.
- SEAGRAVES J., [1973], « Economic of Heroin : a Discussion », *American Economic Review*, 2 (63), mai, p. 278-279.
- SHERAY M., [1989], « Essai sur l'illégalité en économie : l'économie de la drogue », *Sciences sociales et santé*, 7 (3), septembre.
- SHERAY M., CESONI M.L., [1992], « Les marchés interdits des drogues-évaluation européenne des connaissances », Paris, Descartes.
- SICKLES R., TAUBMAN P., [1991], « Who Use Illegal Drugs ? », *American Economic Review*, 81 (2), mai, p. 246-251.
- SILVERMAN L., SPRUELL N., [1977], « Urban Crime and the Price of Heroin », *Journal of Urban Economics*, 4 (1), janvier, p. 80-103

1355



Revue économique

- TANZI V., [1983], « The Underground Economy : the Cause and Consequences of this Worldwide Phenomenon », *Finance and Development*, 20 (4), décembre, p. 10-13.
- TILMAN R., [1987], « The Size of the Criminal Population : The Prevalence and Incidence of Adults Arrests », *Criminology*, 25 (3), automne.
- TRAUTMAN C., [1990], *La lutte contre la toxicomanie*, Paris, La Documentation française.
- WAGSTAFF A., MAYNARD A., [1988], *Economic Aspects of the Illicit Drug Market and Drug Enforcement Policies in the United Kingdom*, H.M.S.O Publications n° 95.
- WARBURTON C., [1932], *The Economic Results of Prohibition*, New York, Columbia University Press.
- WISH E., [1987], *Drug use Forecasting New York 1984 to 1986*, Washington National Institute of Justice, février.
- WHITE M.D., LUKSETICH W.A., [1983], « Heroin Price Elasticity and Enforcement Strategies », *Economic Enquiry*, 21, p. 557-564.
- WOLF C., [1982], « A Theory of Non-Market Failure Framework for Implementation Analysis », *Journal of Law and Economics*, 22, avril.